

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Le 12 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DES CARRIERES DES LACS

Rue de la Tillette - RD27
39130 Charcier

Références : FF/MV/2024/C_053
Code AIOT : 0005901640

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DES LACS implanté Rue de la Tillette - RD27 39130 Charcier. L'inspection a été annoncée le 19/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CARRIERES DES LACS
- Rue de la Tillette - RD27 39130 Charcier
- Code AIOT : 0005901640
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de matériaux alluvionnaires hors d'eau, autorisée par arrêté préfectoral du 17 janvier 2023 pour une durée de 6 années (la dernière année étant consacrée à la remise en état finale de la carrière).

Le site est également autorisé à l'accueil des matériaux inertes (recyclage ou valorisation en vue de la remise en état du site).

Thèmes de l'inspection :

- Niveaux d'activité des installations
- Accueil des déchets inertes
- Eaux souterraines
- Protection du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|----------------------------------|---|--|-----------------------|
| 4 | Plan | Arrêté Préfectoral du 17/01/2023, article II.6.2 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 6 | Registre des matériaux extraits | Arrêté Préfectoral du 17/01/2023, article II.1.3 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 9 | Autosurveillance du milieu (eau) | Arrêté Préfectoral du 17/01/2023, article II.22.2.2 | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Déclaration de mise en service | Arrêté Préfectoral du 17/01/2023, article II.7.4 | Sans objet |
| 2 | Information des tiers | Arrêté Préfectoral du 17/01/2023, article II.7.1 | Sans objet |
| 3 | Liste des ICPE | Arrêté Préfectoral du 17/01/2023, article II.1 | Sans objet |
| 5 | Activité de recyclage | Arrêté Préfectoral du 17/01/2023, article II.1.4 | Sans objet |
| 7 | Déchets inertes : procédure d'acceptation préalable | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 | Sans objet |
| 8 | Déchets inertes : registre | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9 | Sans objet |
| 10 | Sécurité du public | Arrêté Préfectoral du 17/01/2023, article II.20.2 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est globalement bien tenue.

Les non-conformités constatées concernent :

- l'absence de certaines informations sur le plan du site,
- l'absence de certaines informations sur le registre des matériaux extraits,

- l'absence de la mesure du paramètre "floculent" en ce qui concerne l'autosurveillance du milieu (analyses d'eau au niveau de la source de Champ Fouchard, commune de Charcier).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration de mise en service

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2023, article II.7.4 |
| Thème(s) : Autre, Déclaration de mise en service |
| Prescription contrôlée : Préalablement à l'extraction des matériaux proprement dite au titre du présent arrêté, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet un dossier préalable aux travaux d'extraction, en trois exemplaires, comprenant : <ul style="list-style-type: none">• le document établissant la constitution des garanties financières visé au chapitre II.3.2 du présent arrêté ;• les documents attestant de l'exécution des mesures prévues à la section II.7 du présent arrêté ;• le plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière, visé au chapitre II.18.1 du présent arrêté. L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune de Charcier la mise en service de l'installation. |
| Constats : L'exploitant a adressé au préfet le dossier préalable aux travaux d'extraction, par courrier en date du 16 février 2023. Le dossier comprend bien les éléments prévus à cet article. L'exploitant a notifié au maire de la commune de Charcier la mise en service de l'installation, par courrier, en date du 20 janvier 2023. La notification au préfet de la mise en service des installations a été faite dans le courrier du 16 février 2023 précité. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Information des tiers

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2023, article II.7.1 |
| Thème(s) : Autre, Information des tiers |
| Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation au sens du présent arrêté, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. |
| Constats : Un panneau a été mis en place au niveau de la voie d'accès au site. |

| |
|---|
| Il mentionne l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Liste des ICPE

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2023, article II.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Liste des ICPE |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>- rubrique 2510-1 Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux (Autorisation) Surface du site autorisée : 114 594 m² Surface d'extraction : 17 600 m² Voir productions autorisées au chapitre II.1.1</p> <p>2515-1-b Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. (Déclaration) Installation de lavage/criblage : 56 kW concasseur mobile utilisé dans le cadre du recyclage de matériaux inertes : 120 kW puissance totale de 176 kW</p> <p>2517-2 Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. (Déclaration) Superficie maximale de l'aire de transit : 8 000 m²</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment du respect des caractéristiques et du niveau d'activité des installations indiquées dans le tableau ci-dessus. Les justificatifs seront tenus à disposition de l'inspection de l'environnement</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les installations exploitées correspondent à celles prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>A noter que le concasseur mobile n'était pas présent sur le site le jour de l'inspection (intervention par campagne, selon l'exploitant environ 1 semaine de concassage par an).</p> <p>La superficie de l'aire de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes est très inférieure à 8 000 m².</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Plan

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2023, article II.6.2 |
| Thème(s) : Autre, Plan |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à la section II.6 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant a présenté un plan de la carrière datant de décembre 2023. Ce plan présente l'ensemble des informations réglementaires, hormis les zones remises en état. Les abords de la carrière dans un rayon de 50 m ne sont pas reportés dans certaines zones de la carrière. NON-CONFORME : le plan ne comporte pas : <ul style="list-style-type: none">- les abords des limites du périmètre de la carrière, dans un rayon de 50 mètres (certains secteurs) ;- les zones remises en état de la carrière. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 5 : Activité de recyclage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2023, article II.1.4 |
| Thème(s) : Situation administrative, Activité de recyclage |
| Prescription contrôlée : L'aire de transit de matériaux pour la plateforme de recyclage de matériaux a une superficie de 2 000 m ² . La production de granulats recyclés est de 15 000 t/an en moyenne. L'exploitant tient à disposition de l'inspection un registre de la production des granulats recyclés (quantités annuelles). |

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>A ce stade de l'exploitation, l'exploitant n'a pas eu d'activité de recyclage des matériaux inertes extérieurs (les déchets inertes acceptés sont uniquement dédiés au remblaiement et à la remise en état de la zone en extension, principalement des terres).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Registre des matériaux extraits

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2023, article II.1.3</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Registre des matériaux extraits</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un registre de suivi de la destination des matériaux extraits et de leur emploi.</p> <p>Ce registre renseigné mensuellement doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Il précise le nom du destinataire, la date de commercialisation, le type et la quantité de matériaux extraite, le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux et s'il y a lieu, le nom de la société extérieure réalisant le transport.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un registre de suivi de la destination des matériaux extraits et de leur emploi.</p> <p>Celui-ci est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Les matériaux sont uniquement à usage BPE (fabrication du béton prêt à l'emploi)</p> <p>Ce registre précise le nom du destinataire, la date de commercialisation, le type et la quantité de matériaux extraits, le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux, mais pas le nom de la société extérieure réalisant le transport.</p> <p>NON-CONFORME : le registre de suivi de la destination des matériaux extraits et de leur emploi ne comporte pas le nom de la société extérieure réalisant le transport.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 7 : Déchets inertes : procédure d'acceptation préalable

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> |

| |
|---|
| <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessus, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation.</p> <p>Cette procédure, en date de janvier 2023 est appliquée pour l'admission et le stockage des déchets inertes sur le site.</p> <p>A noter qu'un plan de carroyage du remblaiement est joint à la procédure (stockage uniquement dans le secteur en extension de la carrière, au nord du site).</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
|---|

N° 8 : Déchets inertes : registre

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission.</p> <p>Celui-ci consigne l'ensemble des informations visées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 (qui s'est substitué à l'arrêté du 29 février 2012) pour chaque chargement de déchets présenté ainsi que informations suivantes :</p> |

| |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Autosurveillance du milieu (eau)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2023, article II.22.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi annuel du milieu au niveau de la source située à proximité immédiate de la carrière (source de Champ Fouchard, commune de Charcier, n° BSS001PCVU).</p> <p>Fréquences et modalités de l'auto surveillance :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés à fréquence annuelle.</p> <p>Les analyses sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'environnement pour les paramètres considérés.</p> <p>Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants (fréquence annuelle) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Température - pH - Conductivité - Matières en suspension totales (MEST) - Demande chimique en oxygène (DCO) - Hydrocarbures (HCT) - Flocculant <p>Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur. L'eau prélevée doit faire l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution des eaux compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation.</p> <p>Un résultat commenté de ces analyses est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspecteur des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> <p>Les résultats des mesures relatives aux eaux sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un suivi annuel du milieu au niveau de la source située à proximité immédiate de la carrière (source de Champ Fouchard, commune de Charcier, n° BSS001PCVU).</p> <p>Des analyses ont été effectuées en février 2023 et février 2024 par LDA39 (températures, pH, DCO, MEST et conductivité) et QUALIO (hydrocarbures).</p> |

| |
|---|
| <p>NON-CONFORME :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le paramètre floculant n'a pas été mesuré par l'exploitant ; - les résultats des analyses ne sont pas commentés par l'exploitant. |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant indique que les laboratoires et organismes sollicités n'ont pas la possibilité d'analyser le paramètre "floculant".</p> <p>Dans ce cas-là, une mesure du paramètre acrylamide pourrait être admise, sous réserve que ce paramètre soit représentatif du produit de floculation utilisé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 10 : Sécurité du public

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2023, article II.20.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockages des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Contrôle par sondage (notamment dans le secteur de la carrière en extension) :</p> <p>La carrière est protégée par une clôture efficace.</p> <p>Des pancartes ont été mises en place au niveau de la clôture, signalant les dangers et l'interdiction d'accès.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |